

Diaporamas n° 4
Résistance civile contre les dictatures, les coups d'État et le terrorisme

Diaporama 4-1

**La résistance civile
contre les dictatures**

Étienne Godinot

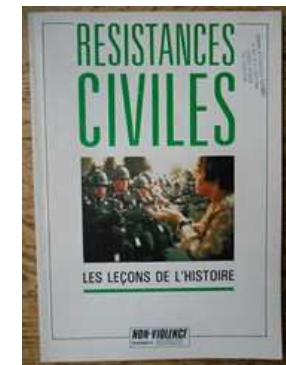
18.05.2017



La résistance civile non-armée contre les dictatures

Sommaire

- 1 - Portugal (Caetano, 1974)
- 2 - Uruguay (1983-1984)
- 3 - Haïti (Duvalier, 1985-1986)
- 4 - Philippines (Marcos, 1986)
- 5 - Corée du Sud (Chun Doo-hwan, 1987)
- 6 - Tunisie (Ben Ali, 2010-2011)
- 7 - Hong Kong (2013-2014)



- Sources :**
- *Résistance civiles, les leçons de l'histoire*, dossier Non-violence actualité,
 - revue *Alternatives non-violentes*, n° 119-120 , été-automne 2001
 - *Les luttes non-violentes au XX^{ème} siècle*, revue ANV, n° 121, 2001
 - Jacques Sémelin, *Face au totalitarisme, la résistance civile*, André Versaille, 2011
 - *Faim et Développement (CCFD)*, janv.-fév. 2015 : “Les parapluies de Hong Kong”.
 - Internet *Wikipedia*

1 – La "révolution des œillets" au Portugal

Avril 1974

La révolution des œillets (*Revolução dos Cravos* en portugais) est le nom donné aux événements d'avril 1974 qui ont entraîné la chute de la dictature salazariste qui dominait le Portugal depuis 1933.

Le premier ministre António de Oliveira Salazar, son créateur, était mort en 1970. Il avait été remplacé à la tête du régime par Marcelo Caetano, dont les tentatives de réforme politique furent annihilées par l'inertie du régime et surtout l'omnipotence de la police secrète et militaire, la *PIDE*.

Photos : - Antonio Salazar (1889-1970)
- Marcelo Caetano (1906-1980)



Les militaires s'opposent à la dictature



Dès 1972, le gouverneur et commandant des forces armées en Guinée-Bissau, António de Spínola, tente de convaincre le président du Conseil, Marcelo Caetano, de trouver une solution politique à cette guerre qu'il considère comme perdue. Caetano refuse : le régime préfère une défaite à une quelconque négociation avec les rebelles indépendantistes (Guinée, Angola, Mozambique).



Le *Movimento das Forças Armadas* (MFA, *Mouvement des Forces Armées*), composé de militaires de gauche, propose un programme à 3 volets :

- 1) démocratisation : conquête du pouvoir confié à une junte en vue de la démocratisation du pays,
- 2) décolonisation : organisation par le gouvernement d'élections libres et d'un référendum sur l'outre-mer sous la tutelle de l'armée ,
- 3) développement économique.

Photo : - Le général Antonio de Spínola
- La presse annonce le coup d'État du MFA

La population soutient les militaires

Le 25 avril 1974, le *MFA* s'empare des points stratégiques du pays et renverse le régime dictatorial. Des milliers de Portugais descendent dans la rue, se mêlant aux militaires insurgés.



L'un des points centraux de ce rassemblement est le marché aux fleurs de Lisbonne, alors richement fourni en œillets, dont c'est la saison. Plusieurs militaires insurgés mettent cette fleur dans le canon de leur fusil, donnant ainsi un nom et un symbole à cette révolution.

Caetano remet le pouvoir au général Spínola.

Seule la police politique *PIDE* oppose une résistance armée, qui occasionne la mort de 4 personnes, seules victimes de cette révolution.



Des élections libres



Comme prévu, le pouvoir est aussitôt confié à une *Junta de Salut Nacional (JSM)*, qui affirme que le pouvoir sera remis aux civils à l'issue de la tenue d'élections libres.

Les prisonniers politiques sont libérés le 26 avril. Les dirigeants des partis politiques en exil peuvent rentrer triomphalement au Portugal : le socialiste Mário Soares et le communiste Alvaro Cunhal deviennent ministres du gouvernement provisoire.



Le général Spínola, en 1975, échoue dans sa tentative de coup d'État.

Cette "révolution des oeillets" s'inscrit dans le vaste mouvement de démocratisation qui touchera ensuite l'Espagne, la Grèce, l'Amérique Latine et enfin l'Europe de l'Est.

Photos : - Mario Soares, né en 1924, Premier Ministre en 1976, Président en 1986
- Alvaro Cunhal (1913-2005)

2 - Uruguay (1983-1984)

- Juin 1973 : l'armée prend le pouvoir « pour lutter contre la subversion ». Dictature pendant 10 ans.
7 000 prisonniers politiques pour 3 millions d'habitants. Les *Escadrons de la mort*, groupes paramilitaires d'extrême droite, pourchassent les opposants.
- Novembre 1980 : le régime militaire organise un référendum pour pérenniser son pouvoir, mais ne prend pas la peine d'organiser la fraude... : 87 % de Non



Photos : - Carte de l'Uruguay
- Hector Castagneto, étudiant en agronomie assassiné le 17 août 1971 par les *Escadrons de la mort*. Son cadavre a été jeté dans le Rio de la Plata

Une petite organisation non-violente

- Dès 1982, des milieux syndicaux, étudiants et religieux se mobilisent autour du *Servicio Paz y Justicia (SERPAJ)*, organisation non-violente fondée à la fin des années 1960 pour la défense des droits de l'homme en Amérique latine.

Le silence des partis traditionnels et de la hiérarchie de l'Église confère au *SERPAJ* un rôle politique bien plus grand que son importance numérique.

Le *SERPAJ* Uruguay est animé par le jésuite Luis Perez Aguirre.

Photos : - Adolfo Perez Esquivel (Argentin), fondateur du
SERPAJ, prix Nobel de la Paix 1980
- Luis Perez Aguirre



Un jeûne et une opération « ville morte »



- Juillet 1983 : le *SERPAJ* diffuse des témoignages de tortures et de viols de personnes emprisonnées. Luis Perez Aguirre est arrêté et interrogé pendant 17 h. Trois membres du *SERPAJ* font un jeûne de 15 jours pour faire du 25 août une journée nationale de réflexion sur les solutions démocratiques aux problèmes du pays



- 25 août 1983 : Opération « ville morte » dans la capitale, Montevideo. Lumières éteintes, concert de casseroles toute la soirée.
Mise en place d'une coordination nationale des forces démocratiques.

Le retour de la démocratie

- 30 août 1983 : le *SERPAJ* est interdit, ses biens confisqués.
- 27 novembre 1983 : L'Uruguay connaît la plus grande manifestation de son histoire : 500 000 personnes, soit 1/6^{ème} de la population, malgré l'interdiction par le gouvernement
- 18 janvier 1984 : la grève générale est un succès
- 25 novembre 1984 : élections libres, 85 % de participation
- 1^{er} mars 1985 : Gouvernement d'union nationale constitué par Julio Sanguinetti. Les derniers prisonniers politiques sont libérés.



Photos : - Le livre de Luis Perez Aguirre *Tout commence par un cri*
- le *Palacio legislativo* à Montevideo

3 - Renversement de la dictature Duvalier en Haïti (1986)



Le régime de Jean-Claude Duvalier, incompetent, dictatorial, corrompu, et spoliateur, reposait sur la milice paramilitaire des *Tontons Macoutes*.

Il s'effondre le 7 février 1986 suite à deux mois de mobilisation de toute la population : communautés de base religieuses, associations de paysans, comités de quartier, comités de défense des droits humains, associations patronales, syndicats, associations de jeunes, de femmes, etc.



Les actions ont été principalement non-violentes (marches de protestation du 26 au 30 janvier), mais aussi violentes (incendie du palais de justice de Gonaïves).

Photos : - Jean-Claude Duvalier
- Manifestation de fin janvier 1986 en Haïti

4 - Renversement de la dictature Marcos aux Philippines (1986) *



Les 20 années du régime du président Ferdinand Marcos ont été marquées par les atteintes aux libertés, l'exil ou l'emprisonnement des personnalités de l'opposition, la corruption, l'explosion des inégalités, la loi martiale en 1972.

La voie légale semblait bouchée à cause de la fraude électorale, et parce que Marcos avait fait assassiner, à son retour d'exil, le 21 août 1983, le seul opposant en mesure de lui tenir tête, Ninoy Aquino.



Photos : - Ferdinand Marcos
- L'assassinat de Ninoy Aquino

* D'après l'article de Christian Mellon sur ce sujet, revue *Alternatives non-violentes, Les luttes non-violentes au XX^e siècle*, 2001

Un assassinat qui met en marche une révolution non-violente

Cet assassinat sert de détonateur à l'opposition qui multiplie grèves, manifestations, et mène une campagne de non-coopération et de désobéissance civile.

Depuis des années, en effet, des groupes catholiques préconisent l'action non-violente pour lutter contre la dictature, notamment l'évêque Francisco Claver et le mouvement *Akkapka* animé par Jose Blanco.

Photos : Francisco Claver sj
Logo du mouvement Akkapka



Formation à l'action non-violente et à la démocratie

En 1984, les élections parlementaires truquées permettent toutefois d'élire 56 députés d'opposition et de constituer le *NAMFREL* (*National citizens's Movement for free Election*) qui mobilise des centaines de milliers de volontaires pour surveiller les urnes et vérifier les calculs.



Photo : Le logo du NAMFREL avec le proverbe
« Mieux vaut allumer une bougie que maudire
l'obscurité »

La fraude électorale déclenche l'insurrection non-violente



Lors des élections du 7 février 1986, les 500 000 volontaires du *NAMFREL* enregistrent 52 % pour le parti *ONUDI* de Cory Aquino, veuve de Ninoy Aquino, mais la Commission électorale gouvernementale proclame l'élection du parti de Marcos, le *KBL*.

Dans un pays où la population est à 85 % catholique, la Conférence des évêques appelle au « *combat non-violent pour la justice* ».

Les USA, qui ont trop longtemps soutenu Marcos, condamnent la fraude électorale.

Photo : Corazon Aquino, dite Cory

Le retournement des militaires démocrates



Le 22 février 1986, le ministre de la Défense, Ponce Enrile, et le Chef d'état-major, le général Ramos, se rallient à Cory Aquino. Ils annoncent leur décision sur *Radio Veritas*, la seule non contrôlée par Marcos, et se retranchent dans le « camp Aguinaldo », une caserne au centre de Manille.

Dans la soirée, sur *Radio Veritas*, le cardinal Sin, archevêque de Manille, invite les habitants à entourer le camp Aguinaldo pour empêcher les troupes gouvernementales de l'attaquer.

- Photos :
- le ralliement de Enrile et Ramos à Cory Aquino
 - Le cardinal Jaime Sin

Une barricade humaine

Le dimanche 23 février, une foule de en plus nombreuse afflue sur l'avenue Epifanio de los Santos Avenue (EDSA) à Manille.

Au milieu de l'après-midi, 5 chars et 8 véhicules blindés tentent de traverser la foule pour attaquer les "rebelles".

Se forme alors une véritable barricade humaine qui refuse de se disloquer devant les chars qui avancent. Les gens cernent les véhicules, interpellent les soldats, leur offrent des fleurs et des boissons.



Le retournement de l'armée



Le général Tadiar menace d'ouvrir le feu sur la foule si elle ne se disperse pas. Personne ne bouge. Par deux fois, il tente de faire avancer les chars. La barricade humaine tient bon. Le général ordonne alors aux chars de se retirer.



Au petit matin du lundi 24 février, nouvelle tentative des militaires pour attaquer le camp des rebelles. Les artilleurs refusent de tirer.

Sept hélicoptères qui ont reçu mission d'attaquer le camps des rebelles s'y posent paisiblement, et leurs équipages rejoignent le général Ramos.

Le soutien de la télévision et de la population à la présidente légitime

Le lundi 24 février à 9 heures, alors que Marcos s'entretient sur la chaîne officielle de la télévision avec son nouveau Chef d'état-major, l'émission s'interrompt : les responsables de la télévision se sont ralliés à Cory Aquino.

L'après-midi, à l'appel de la Présidente légitime, plus de 2 millions de personnes descendent dans l'avenue EDSA.



Le soutien de la communauté internationale à la présidente légitime



Le mardi 25 février, quand Marcos prête serment comme président, aucun diplomate étranger n'est présent.

A la même heure, une autre chaîne de TV retransmet la prestation de serment de Cory Aquino, qui nomme immédiatement son gouvernement.



Dans la soirée, des hélicoptères américains viennent chercher l'ex-président, sa famille et ses caisses d'or et de bijoux pour les emmener à Hawaï.

Photos : - Cory Aquino acclamée par la population
- Ronald Reagan a laissé tomber son protégé Marcos parce qu'il a constaté que ce dernier avait perdu tout pouvoir réel sur la société philippine

5 – Le renversement de la dictature en Corée du Sud (1987)

- Régimes dictatoriaux de Park Chung-hee (1972-1979), puis de Chun Doo-hwan (1979-1987). Répression meurtrière des émeutes contre la loi martiale à Gwangju le 18 mai 1980
- Pendant deux décennies, de nombreux militants de l'Église oecuménique (*National Council of Churches of Korea - NCCK*) et des leaders bouddhistes sont influencés et formés par le mouvement américain des droits civiques des années 1960, dirigé par Martin Luther King.
Les militants des Églises constituent la plus grande fraction des prisonniers politiques



Photo du haut : le général Chun Doo-hwan, auteur du coup d'État militaire du 12 décembre 1979



La protestation en paroles et en action

"고맙습니다. 서로 사랑하세요."



- 1^{er} mars 1976 : 12 dissidents éminents avec à leur tête le cardinal de Séoul, Kim Su-hwan, et le secrétaire général du *NCCK*, Dim Kwan-sok, proclament la *Déclaration pour la démocratie et le salut national*, demandent l'abrogation du décret répressif de 1975 et la libération des prisonniers politiques
- 1987 : Une procession funéraire de masse à la mémoire d'un étudiant torturé et assassiné par la police, serpente sur 1 600 km entre Séoul et Kwangju.



Photo du haut : le cardinal Kim Su Hwan

Manifestations pour la démocratie

- Des protestataires occupent la cathédrale Myeong Dong au centre de Séoul. Le site sert de phare pour les protestations massives de mai à juillet qui rassemblent plus de 100 000 personnes et font référence à la révolution *People Power* aux Philippines.
- 29 juin 1987 : le général Roh Tae Woh, candidat du parti unique en place, le *Parti Justice Démocratique*, aux élections présidentielles, annonce l'élection du Président au suffrage universel direct. Cette déclaration, qui va à l'encontre de la décision antérieure du Président Chun Doo Hwan, stupéfie le pays.

Photos : - La cathédrale Myeong Dong à Séoul
- le Général puis Président Roh Tae-wooh



L'avènement de la démocratie

Par cette annonce, une confrontation violente prête à éclater est écartée de justesse. La nation s'engage sur son chemin vers la démocratisation.

Roh Tae Woo est élu président le 16 décembre 1987 avec 39,5 % des voix, à cause de la candidature de deux personnalités de l'opposition démocratique, Kim Dae-Jung et Kim Young-sam



Kim Dae-jung, élu en 1997, sera le premier Président bénéficiant d'une légitimité démocratique.

Photos : - Kim Dae-jung (1925-2009) , principale figure de l'opposition à la dictature en Corée du Sud. Échappe en 1971 à une tentative d'assassinat déguisée en accident de la circulation, et s'exile au Japon où il crée un *Front démocratique d'opposition*. Enlevé en 1973 par la police politique, échappe de peu à la mort par l'intervention de quelques fonctionnaires américains hostiles à la politique du Président Nixon. Condamné à mort en 1980, sentence commuée en 20 ans de prison sur intervention des USA., puis à l'exil.

Après son élection à la Présidence, est lauréat du prix Nobel de la Paix en 2000 pour sa politique de rapprochement avec la Corée du Nord.

- Drapeau de la Corée du Sud



6 - Le renversement de la dictature en Tunisie (2010-2011)



L'explosion de colère survenue en Tunisie fin 2010 a pour cadre le chômage et les profondes inégalités et disparités régionales de développement. Le président Ben Ali et sa famille sont directement mis en cause dans des affaires de corruption, de détournement ou de vol.

Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, vendeur de fruits et légumes ambulant, âgé de 26 ans, dont la marchandise avait été confisquée par les autorités, s'asperge d'essence et s'immole par le feu devant le siège du gouvernorat. Son geste est imité par deux autres jeunes.



Des manifestations sont menées en protestation contre le chômage qui touche une forte proportion de la jeunesse, plus particulièrement les jeunes diplômés, la corruption, la censure et la répression policière.

Photos : - Le président-dictateur Zine el-Abidine Ben Ali

- Timbre poste à la mémoire de Mohamed Bouazizi, vendeur ambulant

L'armée protège les manifestants contre les policiers

Durant 4 semaines, des manifestations s'étendent à tout le pays malgré la répression. Une grève générale est déclenchée à Sfax le 12 janvier 2011 avec une manifestation de 50 000 citoyens. Le lendemain, l'armée, déployée à Tunis, refuse de suivre Ben Ali et protège les manifestants contre les policiers.



Ben Ali fuit vers l'Arabie saoudite le 14 janvier 2011. Le lendemain, le président du Parlement tunisien, Fouad Mebazaa, est proclamé Président de la République tunisienne par intérim par le Conseil constitutionnel.

Des bandes de fidèles du régime de Ben Ali, armés et utilisant des 4x4, parcourent les rues de Tunis puis des autres villes de Tunisie, afin de semer la terreur et le désordre. Les Tunisiens s'organisent en comités de quartier pour se protéger.



Photos : Manifestations à Tunis le 14 janvier 2011

Les premières élections libres



Le 16 janvier 2011 en soirée, l'armée donne l'assaut au palais présidentiel de Carthage qui abrite des membres de la garde présidentielle restés fidèles à Ben Ali.

338 personnes ont été tuées et 2174 ont été blessées durant la révolution.



Le 23 octobre 2011 a lieu le premier scrutin pluraliste et transparent.

Une nouvelle constitution est adoptée en janvier 2014. Elle pérennise une démocratie naissante, véritable exception dans le monde arabe après le "printemps arabe".

Photos - Sit-in à la place de la Kasbah à Tunis, le 28 janvier 2011.

- L'assemblée nationale tunisienne

Une démocratie dans le monde arabe

Le préambule de la constitution affirme l'attachement du peuple aux droits de l'homme et à son identité arabo-musulmane caractérisée par « l'ouverture et la modération »

Il précise la nécessité de doter la Tunisie d'un État à caractère civil fondé sur le droit, démocratique et participatif où la souveraineté appartient au peuple et où le principe de la séparation des pouvoirs est garanti.

La constitution tunisienne reconnaît la liberté de croyance et de conscience. Elle est, dans le monde arabo-musulman, celle qui offre le plus de garanties pour le droit des femmes.

Photos - Moncef Marzouki, né en 1945, médecin, ex-président de la *Ligue des Droits de l'Homme* tunisienne, emprisonné en 1994, assigné à résidence en 1998, président de la République tunisienne, à titre provisoire, de décembre 2011 à décembre 2014.

- La constitution tunisienne



7 – Résistance civile à Hong Kong, 2013-2015



Hong Kong, ex-colonie britannique de 7 millions d'habitants, est - avec Macao, ex-colonie portugaise - une des deux "régions administratives spéciales" de la République populaire de Chine. C'est aussi la 3^{ème} place financière mondiale.

En 2017, pour la première fois dans l'histoire de Hong Kong, des élections auront lieu au suffrage universel pour désigner le successeur de Leung Chun-ying à la tête du gouvernement régional. Mais seulement 2 ou 3 candidats approuvés par le régime chinois seront autorisés à se présenter devant les électeurs.



En réaction à cette restriction anti-démocratique, le mouvement de désobéissance civile *Occupy Central*, très informel, s'est constitué autour d'une seule et unique revendication : des élections libres.

Photos : - Carte de Hong Kong (1 100 km²)

- Leung Chun-ying, chef de l'exécutif de la région de Hong Kong

Article de presse, réunions, référendum

En janvier 2013, Benny Tai, universitaire et juriste, propose, dans un article paru dans la presse, des formes d'action pacifique, mais incluant la désobéissance civile.

Dans les mois qui suivent, 3 grands débats publics sont organisés à l'initiative d'*Occupy Central*, en juin 2013, mars et mai 2014. Ils rassemblent un large spectre de personnes et d'organisations démocratiques et élaborent les modalités d'un scrutin démocratique.

Du 20 au 29 juin 2014, *Occupy* organise un référendum proposant aux Hongkongais de se prononcer sur les modalités du scrutin proposés à l'issue des 3 débats. 800 000 personnes (sur 3,7 millions d'électeurs) y participent.



4 leaders d'*Occupy*, Joseph Zen, Chu Yiu-ming, Chan Kin-man et Benny Tai. Plus de détails sur chacun dans le "Trombinoscope de la non-violence"
Voir Tai, 1964



Une énorme manifestation

Le 1^{er} juillet 2014, date de commémoration de la restitution de Hong Kong à la Chine le 1^{er} juillet 1997, une manifestation est organisée comme chaque année par le *Front civil des droits de l'homme*, mais avec l'appui d'*Occupy*.

500 000 manifestants défilent (photo du haut) pour réclamer des élections libres.

Après la manifestation, la police arrête 511 personnes qui occupaient le quartier des affaires (photo du bas).

En effet, les gros bonnets de la finance et de l'industrie, les *tycoons*, sont favorables au pouvoir de Pékin pour faire fructifier leur capital en Chine, et ne veulent pas une évolution démocratique qui sanctionnerait les atteintes au droit du travail et les inégalités sociales abyssales.



Lycéens et étudiants, syndicats



Initié par *Occupy Central*, le lancement du mouvement de désobéissance civile était planifié pour le 1^{er} octobre 2014. Mais, quelques jours avant la date prévue, étudiants et lycéens (photo du haut) se mettent en grève et tentent d'occuper les bâtiments administratifs. La police riposte à coup de grenades lacrymogènes et arrête plusieurs leaders étudiants.



Les Hongkongais, choqués, descendent par milliers dans la rue pour soutenir les étudiants. La confédération des syndicats de Hong Kong (*Hong Kong Confederation of Trade Unions - HKCTU*) lance un mot d'ordre de grève.

Les parapluies utilisés fin septembre 2014 par les manifestants pour se protéger des gaz lacrymogènes ont été largement médiatisés par la presse internationale et les réseaux sociaux (hashtag *#umbrellarevolution*) : c'est le "mouvement des parapluies" (photo du bas).

Deux mois d'occupation de quartiers

Des campements d'occupation s'installent pendant plus de 2 mois dans divers quartiers : Admiralty, Wan Chaï, Mong Kok, Causeway Bay, etc. , mais perturbent les activités commerciales : des manifestations anti-*Occupy* plus ou moins spontanées éclatent, avec des hommes de main des *triades*, la mafia chinoise, que l'on dit téléguidés par la Chine...

Le mouvement n'obtient aucun résultat concret. L'opinion publique, lassée par les embouteillages et les perturbations, ne le soutient plus. Il est désormais partagé entre ceux qui veulent radicaliser l'action et ceux qui voudraient changer de forme de lutte.

Fin novembre, les barricades élevées dans le quartier de Mongkok, sur la presqu'île de Kowloon, sont dégagées *manu militari*, entraînant des dizaines de blessés et plus de 160 arrestations.



La fin des occupations, pas du mouvement...



Le 3 décembre 2014, les fondateurs d'*Occupy* appellent à une fin des manifestations et à une participation au débat sur les réformes politiques. Ils se rendent symboliquement à la police et se constituent prisonniers pour « *participation à une réunion non autorisée* ».



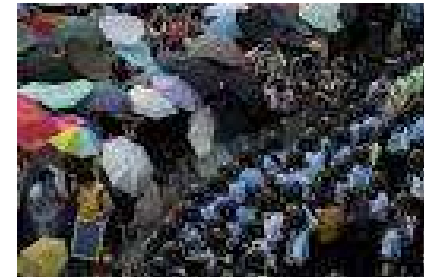
Une ordonnance d'évacuation rendue par la Haute Cour, saisie par une compagnie de bus, est publiée par la presse le 9 décembre.

Le 15 décembre 2014, la police déloge en douceur les derniers irréductibles du campement de Causeway Bay.

Une expérience utile pour l'avenir

« Hong Kong n'avait jamais rien connu de semblable. Toutes proportions gardées, les Hongkongais viennent de vivre leur Tien'anmen. Ils ont écrit une page d'histoire. Et à long terme, ils ont expérimenté de nouvelles formes de socialisation. (...) Les gens sont descendus dans la rue, ils se sont rencontrés, ont débattu de sujets politiques.(...) Des milliers de jeunes ont fait l'expérience inédite, grisante, inoubliable, de la solidarité et de l'action collective, ils ont pris la parole, bousculé les hiérarchies.(...) La mobilisation reste porteuse d'espoir. »

Cai Chongguo, ancien de Tien'Anmen,
membre de l'équipe du *China Labour Bulletin*



Un mouvement à suivre...



Nul doute que la "révolution des parapluies" n'est pas finie.



Sous toutes les formes, les démocrates ont affiché *We'll be back*, « Nous reviendrons ! », *It's just the beginning*, « ça ne fait que commencer ! »

Pour preuve, une manifestation le 1^{er} février 2015 a réuni 10 000 démocrates.

